

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET DE MME MARGARET THATCHER, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE, À L'ISSUE DU SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE À PARIS, VENDREDI 30 NOVEMBRE 1984.

30 NOVEMBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRÉSIDENT.- Mesdames et messieurs,

- Nous venons d'achever les travaux de cette rencontre entre les représentants de la Grande-Bretagne et de la France, conduits d'une part par Mme le Premier ministre et d'autre part par moi-même. Beaucoup de travail a été fait, où il a été possible de conclure des travaux et des discussions engagés parfois depuis longtemps. Mais indiscutablement nous avons pu observer un grand nombre de décisions définitives qui mettent donc un terme à des conversations en-cours tandis que d'autres projets étaient lancés.

- Je pense qu'on pourra vous diffuser une liste de projets de coopération en -cours, à l'étude et en marquant ce en quoi cette rencontre d'aujourd'hui a permis d'utiles conclusions. Vous connaissez le projet Airbus A 320, la coopération sur les surgénérateurs, il s'agit d'une décision de lancement pour le premier qui date du début 84 et d'un accord pris entre plusieurs pays européens dont les deux nôtres en janvier 1984. Cela se poursuit et l'accord entre nos deux pays s'affirme de plus en plus étroit. Pour les armements, la France et la Grande-Bretagne participent au programme tripartite avec l'Allemagne fédérale, du missile antichars de troisième génération et au programme quadripartite, également avec les Etats-Unis d'Amérique, pour ce qu'on appelle les lance-roquettes multiples MLRS.

- Nous continuons de travailler en commun et de négocier avec le gouvernement de Chine sur la centrale nucléaire de Guangdong, nous en sommes au stade des négociations détaillées, les accords de principe ayant déjà été pris. Sur l'avion de combat européen, vous savez que l'étude de faisabilité doit être remise aux gouvernements en mars 1985. Bon nombre de grands équipements scientifiques, particulièrement européens, le laboratoire de rayonnement synchrotron, la soufflerie transsonique européenne, en particulier.\

Je vous donnerai connaissance d'un texte qui a été établi à propos de la liaison fixe Trans-Manche, un document qui sera publié et sur lequel Mme le Premier ministre et moi-même avons donné notre accord. Je le résume : "un groupe de travail franco-britannique chargé de faire des propositions sur les conditions auxquelles devront satisfaire les éventuels participants à un tel projet, la -nature des engagements que les deux gouvernements seraient conduits à prendre", tout cela devra être conclu dans un rapport dans les trois mois qui viennent, étant entendu que nous reconnaissons aujourd'hui l'importance que pourrait avoir cette liaison fixe Trans-Manche, élément de grande infrastructure européenne de transports et nous estimons qu'une telle liaison doit être techniquement faisable et financièrement rentable. Donc, on décide de franchir une nouvelle étape, c'est celle que je viens de vous indiquer.\

Des relations de travail en commun, une collaboration pour les satellites, notamment entre British Aerospace et Matra, pour le moteur d'hélicoptère RTM 322, Rolls Royce et Turbomeca. Nous faisons partie, les uns et les autres du groupe "Technologie croissance emploi" et nos deux pays sont co-pilotes - dans le -cadre des projets que j'avais proposés à Versailles en 1982 - le projet "biotechnologie" et pour les "technologies alimentaires". Nous travaillons au développement du programme ESPRIT, nous cherchons ensemble à identifier les champs de coopération à propos des ordinateurs, notamment, de la nouvelle génération et de l'intelligence artificielle. Pour l'espace, action conjointe pour le nouveau programme de l'Agence spatiale européenne notamment Ariane 5 et le projet de station orbitale Columbus.\

Pour la recherche scientifique, nous avons examiné la création, qui reste éventuelle, d'une association franco-britannique pour la recherche-développement, d'un encouragement aux industriels français et britanniques pour rechercher de nouveaux domaines de coopération dans les secteurs de pointe, je veux dire télématique et téléphonie. Nous avons décidé un certain nombre de propositions dans un domaine voisin, je parlerai notamment de tout ce qu'on appelle dans les termes officiels les

interconnexions en matière énergétique. Pour les coopérations multilatérales en matière d'armement, j'y reviens parce qu'il faut être précis, s'ajoutent les hélicoptères, satellites de communication, composants électroniques, radars de localisation, etc, etc... Une négociation aussi sur des normes communes de télévision directe, enfin des conversations sur l'océanographie.\

Sur le -plan des relations extérieures, se dégage non seulement tout ce que je viens de vous indiquer, mais une façon d'aborder ces relations par le haut ! Sur les problèmes de sécurité, des discussions régulières ont lieu entre ministres de la défense et des relations extérieures, de même que des échanges de vue entre les ministres de l'économie et des finances sur les problèmes généraux d'ordre monétaire, d'endettement et préparation des réunions internationales à ce sujet.

- Les positions communautaires sur les crédits ont été étudiées dans le -cadre de l'OCDE. On a évoqué le problème posé par l'UNESCO ou posé à l'UNESCO. Nous pensons, nous Français, qu'il faut absolument pas préserver l'universalité et nous en avons débattu avec nos amis britanniques.\

J'en viens à un problème tout à fait actuel, puisque nous serons lundi prochain à Dublin : où en est-on de la négociation européenne, dans laquelle, vous le savez, la dominante de cette rencontre, cette fois-ci, c'est l'élargissement. Je crois que nos accords du mois de juin à Fontainebleau ont déjà considérablement déblayé le terrain, et l'on ne revient pas sur les contentieux qui ont été réglés. On a, s'agissant de l'élargissement, débouché à l'époque sur quelques engagements qui sont tenus, notamment sur la discipline budgétaire, mais aussi sur la nécessité d'accroître la part de TVA, car les problèmes sont liés. Pour l'élargissement, les débats ont heureusement été très réduits. Il en reste un très important : celui du vin, qui doit être traité à Dublin. A cet égard, je dois dire que les positions du Royaume-Uni et de la France sont communes.

- Nous avons également parlé des rapports des comités ad hoc, spécialement du comité sur les institutions et là-dessus, nous avons besoin, bien entendu, de continuer à discuter. En tout cas, il y a un rapport - c'est celui de M. Maurice Faure - et, à partir de Dublin, cela deviendra tout-à-fait d'actualité.\ Nous avons également estimé qu'il fallait développer et utiliser davantage la Banque européenne d'investissement.

- Je reviens sur la discipline budgétaire. Elle est quelques fois mise en cause, mais pas par nous. Nous sommes tout-à-fait déterminés à faire appliquer les décisions déjà prises. Il y a eu des observations faites par les ministres de l'économie et des finances. Nous souhaitons que le Conseil des affaires générales en décide.

- Puis, il y a eu des conversations de toutes sortes sur les capacités industrielles, les capacités de production, je ne veux pas m'étendre à ce sujet. Au-delà de la discipline budgétaire, nous avons engagé des conversations qui touchent à l'Europe du marché commun et nous avons discuté d'une enveloppe indicative pour le FEOGA - orientation qui pouvait atteindre un ordre de grandeur de 5 milliards à 5 milliards et demi d'écus pour cinq ans. Nous avons débattu de la baisse des taux d'intérêt. Il nous semble que le mouvement est en -cours, en tout cas les ministres compétents entendent favoriser cette évolution.

- Nous avons engagé une conversation sur le fameux fonds spécial d'Afrique auquel, vous savez, la France est prête à participer pour financer 150 millions de dollars sur trois ans. Dès maintenant, 50 millions ont été prévus à notre budget et nous estimons pour que ce fonds soit utile, qu'il devrait se monter à au moins un milliard de dollars. Le Royaume-Uni réfléchit à cette éventualité. Un débat, qui n'est pas à son terme, se poursuit sur les crédits mixtes d'aide au développement.\

Voilà, je crois vous avoir dit l'essentiel sinon que nos conversations sur la culture ont très heureusement complété ce sommet entre la Grande-Bretagne et la France. On a noté déjà des échanges multiples, importants, insisté sur l'utilité, du côté français, d'un plus grand nombre de traductions d'oeuvres françaises en Grande-Bretagne. Mais, tout cela est abordé dans un esprit de coopération tout-à-fait excellent. J'ai parlé tout à l'heure des interconnexions. On peut penser même à un pipe line, qui permettrait des échanges de flux gazier en particulier.

- Voilà quelques données. Sur le -plan culturel, j'aurais pu préciser que nous sommes très intéressés les uns et les autres par l'année européenne de la musique et qu'une coopération très féconde s'organise entre les bibliothèques nationales. Voilà, mesdames et messieurs, quelques données. J'en ai certainement omis, mais ça vaut mieux. Vous pourrez recourir aux textes qui vous seront diffusés et qui vous donneront une idée complète des travaux qui nous ont réuni depuis hier

qui vous donneront une idée complète des travaux qui nous ont tenu depuis hier.

- Je veux dire que la France a été tout-à-fait satisfaite de recevoir ici Mme Thatcher et les ministres à la suite du voyage que j'avais moi-même exécuté, un voyage d'Etat, en Grande-Bretagne et nous avons pu ainsi remarquer que nos relations étaient vraiment très constantes.\

MME THATCHER.- Monsieur le Président, si je peux ajouter quelques mots à ce que vous avez dit, bien que vous ayez déjà rendu compte en détail de nos entretiens et de ceux de nos ministres, je ferai remarquer tout d'abord que c'est la première rencontre bilatérale entre la France et la Grande-Bretagne qui n'a pas été dominée par la question du budget de la Communauté. Cela est très bien. Cela résulte de l'excellent accord conclu à Fontainebleau qui a été dû en grande partie à la Présidence du Président Mitterrand et à sa détermination. Je voudrais l'en remercier et lui dire combien le peuple de Grande-Bretagne est conscient du rôle qu'il a joué personnellement pour aboutir à cet accord et combien il lui en est reconnaissant. La Communauté a donné suite à ce sommet en traduisant en points précis ce qui avait été convenu. La rencontre de Fontainebleau a également été suivie de la visite officielle très fructueuse que le Président Mitterrand a faite en Grande-Bretagne. Tout cela a contribué à créer un nouveau climat de coopération et de dialogue constructif lors de cette rencontre bilatérale. Le Président vous en a donné les détails et j'insisterai seulement sur un ou deux points essentiels. La coopération entre nos deux pays s'étend au domaine militaire, à des projets dans le domaine militaire parce qu'il est, naturellement, logique pour nous de coopérer dans le domaine du matériel militaire, non seulement avec la France mais aussi avec d'autres membres de la Communauté européenne. Cela nous donne un marché plus grand, et cela nous permet non seulement de vendre davantage à l'intérieur, en Europe, mais aussi de nous donner une base plus solide, être compétitif pour la vente à l'étranger. Il y a donc un grand nombre de projets de coopération militaire.\

MME THATCHER `suite`

- Le deuxième domaine dans lequel nous coopérons activement est celui de tous les projets industriels, notamment de la technologie de pointe, parfois entre nos deux pays, parfois au sein de la Communauté. Mais la technologie de pointe, qui regroupe un grand nombre de projets, est vitale par l'emploi futur de nos concitoyens dans la Communauté (inaudible), l'esprit de la Communauté ou des Télécommunications qu'il y a coopération entre la Grande-Bretagne et la France.

- Le troisième domaine est bien sûr celui de l'énergie. Nos deux pays se sont fortement intéressés à la première génération de réacteurs, ils s'intéressent à la centrale nucléaire de Guangdong et espèrent tous deux obtenir des commandes importantes pour cette centrale nucléaire. Nous espérons que la Chine continuera d'aller de l'avant et que nous pourrions négocier plus directement avec elle. Le quatrième domaine, tout à fait évident, dans lequel nous espérons coopérer encore plus étroitement est celui du tunnel sous la Manche. Nous nous sommes entretenus à ce sujet à plusieurs reprises et je dirais que nous sommes prudemment optimistes. Nous étudions les détails en donnant une priorité nouvelle à cette étude. De toute évidence, il nous faut fournir les détails pour que le secteur privé connaisse exactement les paramètres à respecter pour financer ce qui pourrait être une entreprise passionnante. Voilà donc un quatrième domaine de coopération active. Tous ces domaines ont été examinés lors de cette très importante rencontre bilatérale.\

MME THATCHER `suite`

- Le Président Mitterrand a évoqué le sommet de Dublin. 1984 aura été une année très importante pour la Communauté, importante dans la mesure où nous nous sommes attaqués aux problèmes à long terme et où nous réussissons à les résoudre, en ce qui concerne, d'abord, le budget comme je l'ai indiqué, ensuite, l'élargissement. Il reste encore un grand nombre de détails à éclaircir mais M. Garrett Fitzgerald fait tout ce qu'il peut pour faire avancer les choses au sommet de Dublin et ce serait merveilleux que nous puissions y prendre la décision définitive. Nous aurions alors une grande année de réalisations pour la Communauté dans son ensemble. Les projets à plus long terme ont été abordés à Fontainebleau. La commission ... et la Commission ... Nous continuerons bien sûr à les faire avancer car ils sont très prometteurs d'étapes pratiques vers la réalisation du Marché commun au sein de la Communauté, ainsi que d'étapes pratiques vers d'autres formes de coopération.\

MME THATCHER `suite`

- Nous nous sommes naturellement entretenus de la coopération est-ouest. Nous souhaitons tous deux un grand succès aux négociations sur le désarmement entre le Président Reagan et l'Union soviétique.

Nous avons tous deux une force de dissuasion nucléaire indépendante qui, à l'évidence, ne sera pas incluse dans ces négociations. Nos deux forces représentent naturellement une part infime des missiles balistiques stratégiques dans le monde et notre force représente environ 2,5 % des missiles balistiques stratégiques et il importe en premier lieu de parvenir à réduire fortement le nombre de ces missiles stratégiques et une fois ce résultat obtenu, peut-être, plus tard, pourra-t-on envisager d'autres choses. Je voudrais insister sur un point particulier à propos du désarmement. Il faut y parvenir en garantissant à chaque étape la sécurité de l'Occident et la sécurité de notre pays. Je suis sûre que l'Union soviétique partage cette opinion. Cela signifie que le désarmement doit être équilibré.

« MME THATCHER » suite

- Nous avons aussi parlé d'un grand nombre de questions économiques. Les Etats-Unis ont manifestement une grande influence sur nos économies en Europe. Nous avons parlé des conditions de crédit, le crédit international étant ... indiqué. Nous avons aussi discuté avec une grande inquiétude de la tendance au protectionnisme. Nous voulons supprimer les barrières et si on veut les supprimer, on ne peut pas le faire dans une partie du monde et pas dans l'autre. Nous voulons une concurrence loyale dans le monde entier et nous travaillons à diminuer le protectionnisme. Je crois en avoir terminé avec ce que je voulais dire. Il ne me reste qu'à remercier le Président et les ministres qui nous ont accueillis pour cette rencontre très constructive qui a mis en lumière nos objectifs communs, nos intérêts communs et notre coopération constructive. Nous vous remercions vivement d'une rencontre très agréable et de votre excellente hospitalité.

QUESTION.- Pouvez-vous nous dire, madame le Premier ministre et monsieur le Président, en ce qui concerne le projet de relance politique de l'Europe, quelle sera la position de la Grande-Bretagne et la position de la France, à Dublin, bien entendu ?

- LE PRESIDENT.- La position de la France est exprimée, sous réserve de tel ou tel aspect particulier, par le rapport de M. Maurice Faure. Nous sommes disposés à en parler avec nos partenaires sans les bousculer sur ce qui nous convient, mais en cherchant à aboutir dans un délai raisonnable, parce qu'il faut que l'Europe entretienne son souffle et même le développe, et que l'Europe intéresse, plus qu'elle ne le fait aujourd'hui, les Européens. Mais on ne peut pas dire, d'ailleurs même Mme Thatcher s'en chargerait, on ne peut pas dire que sur ce plan-là nous soyons au terme, nous sommes plutôt au point de départ.

- MME THATCHER.- Puis-je ajouter une seule chose. La coopération politique est déjà proche. La question que soulève, je pense, le rapport (inaudible) est de savoir s'il faut la présenter sur une base plus formelle et si c'est le cas comment ? Cela continuera, bien sûr d'être discuté, mais de grâce ne sous-estimez pas ce que nous avons déjà réalisé en matière de coopération politique, tant sur le plan bilatéral que dans le cadre de l'ensemble de la Communauté européenne.

QUESTION.- David Housego, Financial Times. Les deux gouvernements attachent-ils donc la même importance aux réformes institutionnelles dans la Communauté ?

- MME THATCHER.- Monsieur le Président, voulez-vous que je réponde la première sur ce point ? J'attache une grande importance aux résultats pratiques. C'est le test par lequel je juge toutes les réformes institutionnelles. Dans les deux commissions qui ont été constituées, il y a d'énormes possibilités de parvenir à des résultats pratiques. Je veux dire que le marché intérieur en est un, le fait d'avoir (inaudible : levé ??) les barrières pour la circulation des personnes, des capitaux et des marchandises en est un autre. Ce sont ces réformes pratiques qui, à mon avis, donnent vie à la Communauté. Les réformes institutionnelles, nous les examinons, bien évidemment, mais l'importance d'une réforme institutionnelle est de contribuer à la réalisation de résultats pratiques plus notables et c'est de cette manière qu'il faudrait aborder les réformes institutionnelles.

- LE PRESIDENT.- Je prendrai à mon compte la réponse de Mme le Premier ministre et j'y ajouterai que, pour la France, l'Europe doit constamment renforcer sa capacité politique commune et qu'à ce titre, des propositions doivent être faites qui, bien entendu, devront être comprises par l'opinion, donc s'appuyer sur des résultats pratiques, ceux de la vie quotidienne.

QUESTION.- Madame Thatcher, lorsque vous rencontrerez le Président Reagan, avancerez-vous certaines propositions conjointes que vous-même et le Président Mitterrand voudriez voir soulever lors du bref entretien avec Gromyko en janvier ?

- MME THATCHER.- Je ne vais pas particulièrement préciser ce dont je parlerai avec le Président Reagan, mais il est clair que ce sujet occupera une place considérable lors de nos entretiens, de même que le développement futur de l'économie.

- LE PRESIDENT.- Même réponse.\